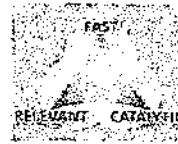


PRF – DESCRIPTIF DE PROJET

FORMULAIRE 3.2



Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) /  
Fonds pour la consolidation de la paix (le Fonds)

<p><b>Intitulé du projet :</b> Appui logistique aux opérations pré-DDR III en RD Congo</p>	<p><b>Entité(s) bénéficiaire(s) de l'ONU</b> DPKO (MONUSCO)</p>
<p><b>Personne à contacter concernant le projet :</b> Jean-Marc Tafani Adresse : DDR/RR MONUSCO, EHQ Goma Téléphone : Ext 195-6829 E-mail : tafani@un.org</p>	<p><b>Partenaire(s) d'exécution – nom et type de partenaire (gouvernement, organisation de la société civile, etc.) :</b> Ministère de la Défense et Anciens Combattants</p>
<p><b>Numéro du projet :</b> <i>À compléter par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD (MPTF)</i></p>	<p><b>Site du projet :</b> Centres de triage de Kitona (Bas-Congo), Kotakoli (Equateur) et Kamina (Katanga)</p>
<p><b>Descriptif du projet :</b> <i>Décrire en une phrase le principal objectif du projet.</i></p> <p>Le principal objectif du projet est dans le cadre des opérations pré-DDR III et à travers le renforcement de l'appui logistique des camps dits de triage de Kamina, Kotakoli et Kitona(CTAs) d'améliorer la sécurité des civils (hommes et femmes) dans les zones d'origine de démobilisation et autour des CTAs, et de faciliter le commencement du programme national dit PNDDR III.</p>	<p><b>Coût total du projet : 517.452 US\$</b> <b>Contribution PBF :517,452 US\$</b> <b>Apport gouvernemental :</b> <b>Autre : Transport, mise en place et montage des tentes, per diem par la MONUSCO</b> <b>Total : 517.452US\$</b></p>
	<p><b>Date de démarrage du projet proposée : 1<sup>er</sup> Juin 2014</b> <b>Date d'achèvement du projet proposée : 31 Décembre 2014</b> <b>Durée totale (en mois) : 7 mois</b></p>

<p>« Score » sur l'égalité entre les sexes (« Gender Marker ») : <sup>1</sup> ___ 1</p> <p><i>Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.</i></p> <p><i>Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.</i></p> <p><i>Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes mais pas de manière significative.</i></p> <p><i>Note 0 pour les projets qui ne visent pas contribuer à l'égalité entre les sexes.</i></p>
<p><b>Résultats du projet :</b></p> <p>1. Le processus de paix est soutenu et la situation politico-sécuritaire aux niveaux national et régional s'améliore.</p> <p>2. La sécurité des civils (hommes et femmes) est accrue autour des CTAs et dans les zones</p>
<p><b>Résultat du Plan des Priorités auquel ce projet contribue : Soutien à la mise en œuvre des accords de paix et du dialogue politique</b></p>
<p><b>Domaine de résultat du Fonds<sup>2</sup> résumant au mieux l'objectif du projet :</b></p> <p>1.3 Désarmement, démobilisation et réintégration</p>

<sup>1</sup> PBSO prend en compte l'intégration des femmes et des jeunes filles à tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1612, 1888, 1889.

<sup>2</sup> Les domaines de résultat du Fonds pour la consolidation de la paix sont les suivants :

1. *Apporter un soutien au processus de mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :*

(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit; (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration; (1.4) Dialogue politique;

2. *Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2) :*

(2.1) Réconciliation nationale; (2.1) Démocratie; (2.3) Gestion des ressources naturelles;

3. *Revitaliser l'économie et générer des dividendes immédiats de la paix (Priorité 3) :*

(3.1) Génération d'emplois à court terme; (3.2) Subsistance durable.

4) *(Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4).*

(4.1) Administration publique; (4.2) Service public viable (y compris les infrastructures).

PAGE DE GARDE DU DESCRIPTIF DE PROJET

(Pour les projets financés par PRF)	
Coprésidents du Comité directeur mixte	
<p>Nom du Haut-Représentant des Nations Unies</p> <p>Mr. Moustapha Soumaré</p> <p>Signature</p> <p>Titre</p> <p>Représentant spécial adjoint du Secrétaire général en RD Congo, Coordinateur humanitaire et Coordinateur résident</p> <p>Date &amp; Sceau</p> <p>06 Juin 2014</p>	<p>Nom du Représentant du gouvernement</p> <p>Mr. Richard Muyeje Mungeze Mans</p> <p>Signature</p> <p>Titre</p> <p>Ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières</p> <p>Date &amp; Sceau</p> <p>10 OCT 2014</p>
<p>Organe(s) des Nations Unies</p> <p>Pour la MONUSCO</p> <p>Mr. Martin Kobler</p> <p>Signature</p> <p>Titre</p> <p>Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République démocratique du Congo</p> <p>Date et Sceau</p> <p>10 OCT 2014</p>	<p>Représentant des autorités nationales</p> <p>Mr. Alexandre LUBA NTAMBC</p> <p>Signature</p> <p>Titre</p> <p>Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale et Anciens Combattants</p> <p>Date et Sceau</p> <p>10 OCT 2014</p>

**Table des matières :**

Longueur maximale : 15 pages

**I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds**

- a) Contexte relatif à la consolidation de la paix
- b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler
- c) Justification du financement

**II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre**

- a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement
- b) Budget
- c) Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et des partenaires d'exécution

**III. Gestion et coordination**

- a) Gestion du projet
- b) Gestion des risques
- c) Suivi et évaluation
- d) Dispositions administratives (langage normalisé)

**Annexe A : Résumé du projet (à fournir sous format Word au Bureau du MPTF)**

**Annexe B : Cadre de résultats du projet PRF**

## COMPOSANTES DU PROJET :

*(N.B. 1 : Le texte en italique sur les pages suivantes a pour fonction d'indiquer comment l'information doit être fournie. Le projet soumis ne doit pas contenir de texte en italique.)*

### I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

#### a) Contexte relatif à la consolidation de la paix :

Par sa résolution UNSCR 2147 (2014), en ses paragraphes 20 et 5 (g), le Conseil de Sécurité des Nations unies, d'une part, demande au Gouvernement de la République démocratique du Congo (Gouvernement) de mettre en place et d'exécuter des plans exhaustifs de DDR et DDRRR; et d'autre part, autorise la MONUSCO à appuyer le Gouvernement dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces plans.

Suite à la défaite du Mouvement du 23 Mars (M23) en Novembre 2013, et à l'appel lancé par la RD Congo aux groupes armés (GAs) à cesser toutes activités militaires et intégrer un processus DDR, plus de 10.000 combattants issus de divers GAs Congolais s'étaient rassemblés dans différents sites de regroupement. Cependant, le programme national dit PNDDR III n'étant finalisé, le Gouvernement a entamé des opérations dits pré-DDR III pour prendre en compte ces combattants ayant répondu à son appel.

D'une manière générale, les opérations pré-DDR III menées par le Gouvernement et soutenues en partie au plan logistique par la MONUSCO consistent une phase de sensibilisation des GAs au PNDDR III, le transfert des ex-combattants éligibles des points de collecte vers les centres de regroupement pour un premier triage, puis vers les centres de triage (CTAs) pour le DDR III à proprement parler. En principe, le séjour dans les CTAs ne devrait pas dépasser une semaine, à l'issue de laquelle les ex-combattants sont transférés vers les centres de préparation à la réintégration (CPRs).

Le Gouvernement entend ainsi maintenir la tendance de reddition des GAs Congolais tout assurant la soudure avec le PNDDR III en cours de finalisation. A ce sujet, le Gouvernement a déjà annoncé une contribution à hauteur de 10% du budget prévu pour le PNDDR III, soit environ 10 millions de dollars US., confirmant ainsi son engagement pour l'opérationnalisation de ce plan. De plus, l'engagement de la Banque mondiale à assumer le rôle de partenaire financier principal pour le PNDDR III a un effet catalyseur au niveau des bailleurs de fonds pour un financement rapide du programme.

En raison du retard accusé dans l'élaboration, la mise en place et le démarrage effectif du PNDDR III, près de 3.500 ex-combattants sont actuellement cantonnés dans les CTAs de Kitona, Kotakoli et Kamina. Il s'y ajoute un total de 2.000 ex-combattants M23 internés en Ouganda (1.300) et au Rwanda (700) dont le transfèrement au CTA de Kisangani est en cours de négociation. Une mission conjointe d'évaluation effectuée par la MONUSCO et le Gouvernement courant Avril 2014 a permis à la MONUSCO d'apprécier les besoins en appui logistique pour les CTAs. Il convient de noter qu'à ce stade des opérations pré-DDR III, les redditions de combattants des GAs Congolais au Nord et au Sud Kivu continuent mais de manière timide, reflétant une certaine hésitation et une attitude attentiste des GAs en raison, d'une part, des conditions de vie difficiles dans les CTAs; et d'autre part, d'une incertitude réelle et/ou perçue quant à l'issue du PNDDR III dans son ensemble.

De ce qui précède, il ressort que le processus de Paix en République démocratique du Congo est à un tournant. En effet, la RD Congo, la MONUSCO et la Communauté internationale (CI) mettent les bouchées doubles pour effectivement démarrer le PNDDR III dans un court délai. Selon la MONUSCO DDR/RR, ce démarrage pourrait intervenir au plus tôt dans six (06) mois. Les risques associés à des

délais supplémentaires dans la mise en œuvre du PNDRR III sont entre autres une perte de confiance des GAs dans le processus et à terme un échec du PNDDR III que le Gouvernement, la CI et la MONUSCO ne peuvent se permettre. Les opérations pré-DDR III permettent de maintenir la tendance de reddition des GAs Congolais et facilitent le démarrage du PNDDR III. Il convient de les soutenir.

A cet effet, le présent projet se propose de renforcer le soutien logistique déjà mis en place par le Gouvernement au niveau des CTAs de Kitona, Kotakoli et Kamina (principalement un appui en nature). Il s'agira essentiellement d'un appui en nourriture (denrées alimentaires) et hébergement (tentes de nouvelle génération) pour ainsi contribuer à la sécurité autour des camps mais aussi dans les zones d'origine des démobilisés.

Il est à noter que les bénéficiaires seront uniquement des ex-combattants, les dépendants qui avaient été transférés au démarrage du processus, seront rapatriés vers leur lieu d'origine afin de ne plus avoir dans les CTAs que des ex-combattants.

**b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler :**

Les seuls projets en cours dans le cadre de l'ISSSS sont les projets d'extension en appui au STAREC et à la Justice. Du fait de la révision de l'ISSSS, l'analyse des conflits, des besoins et des priorités en terme de stabilisation au niveau local n'a pas encore été finalisés à ce jour.

Il n'existe en date aucun bailleur de fonds pour la thématique du DDR/SSR. Le présent projet a un effet catalytique en ce sens que le soutien logistique aux CTAs dans le cadre du pré-DDR III facilitera le démarrage du PNDDR III. Il permettra aussi au SRSG MONUSCO et à ses adjoints de faire le lobbying en faveur d'un financement rapide du PNDDR III tout en maintenant et préservant respectivement l'engagement des GAs pour le programme de démobilisation et la sécurité des populations.

**Tableau 1 – État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix actuellement en cours et déficits à combler**

Résultat ou thématique visé	Source de financement (gouvernement/ partenaire de développement )	Projets majeurs	Durée des projets	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler – liés au programme ou au financement
Démobilisation et Réintégration à base communautaire des ex-combattants et groupes à risque	Aucun financement en date (engagement du Gouvernement pour 10 millions de dollars US sur le PNDDR III)	Plan d'action du PNDDR III en cours de finalisation	5 ans	100 millions	100 millions

### c) Justification du financement par PRF :

Le projet contribue à la stabilisation de l'Est de la RD Congo telle que définie par la Stratégie internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation, à travers principalement son pilier Sécurité.

En effet, en contribuant à assurer la transition entre les opérations pré-DDR III et le démarrage effectif PNDDR III, le projet participe de la neutralisation des GAs et partant contribue à réduire la menace (insécurité, violations des droits humains, criminalité et violences sexuelles) que ces derniers représentent pour la population civile.

Ainsi, il trouve sa justification dans les deux premiers objectifs du Plan prioritaire du Fonds pour la RD Congo : sécurité et protection des civils et démobilisation et réintégration des combattants et groupes à risque.

Le PNDDR III en cours de finalisation par la RD Congo, avec l'appui de la MONSUCO et de la CI reste le seul et unique moyen viable d'assurer la réintégration des ex-combattants dans le long terme pour ainsi parvenir à la stabilisation et la paix dans la région. Aussi, la MONUSCO intensifie-t-elle son action auprès des bailleurs de fonds pour un financement rapide et adéquat du PNDDR III, afin de minimiser le temps d'attente dans les CTAs et favoriser son démarrage dans les délais les courts.

Le projet a un effet stop gap, car il y a peu de financement sur le pré-PNDDR, ce qui permettra de maintenir un appui aux centres de triages afin que les GA ne désavouent pas le processus et que la sécurité des zones d'origine et des communautés autour des CTS soit maintenue. Il est impératif de maintenir la tendance de reddition des GAs et de consolider leur engagement dans le processus DDR III, car non seulement contribue à la neutralisation mais aussi permet de gagner le temps nécessaire pour finaliser le PNDDR III et obtenir son financement. De plus, il convient de souligner qu'hormis les humanitaires et la MONUSCO, aucune autre organisation n'a exprimé la volonté d'intervenir en raison de la controverse liée à la nature quelque peu forcée de la relocalisation des ex-combattants éligibles au DDR III dans des CTAs à l'Ouest de la RDC. Il faut cependant noter que la position de la CI vis-à-vis du PNDDR III a progressivement et positivement évolué puisqu'elle a exprimé sa volonté de soutenir financièrement le programme.

C'est pourquoi, le projet aura un effet catalytique certain en ce sens qu'il couvre une période de transition sensible et importante dans le processus de Paix et permettra au leadership de la MONUSCO de continuer à faire du lobby renforcé envers le Gouvernement de la RDC et la CI pour financer le PNDDR III. Même si ce résultat n'est pas inclus dans la matrice de résultat (qui est alignée à l'ISSSS), il constitue une mesure importante de succès de ce projet et le rapport sur le progrès du projet y fera référence explicite.

## II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre proposée

### a) Résultats du projet, théorie de changement, activités, cibles et enchaînement :

Le projet contribuera aux théories du changement de l'ISSSS suivantes :

Si les conditions de vie décentes sont assurées dans les CTAs, alors le risque que les ex-combattants désertent et reprennent leur violent mode de vie antérieur sera réduit et l'incitation pour que les autres combattants s'engagent dans le processus DDR sera accrue.

Si le soutien logistique des ex-combattants dans les CTAs est renforcé, alors le risque que les combattants démobilisés s'adonnent à des actes de violence contre les communautés autour des CTAs sera réduit, la

perception de sécurité de ces communautés accrue et les autres combattants seront plus enclins à démobiliser.

Si la collecte et l'enregistrement des armes et munitions en vue de leur destruction est facilité, alors la libre circulation des armes légères et de petits calibres à l'Est du Congo sera réduite.

Les résultats et produits attendus de ce projet sont :

1. Le processus de paix est soutenu et la situation politico-sécuritaire aux niveaux national et régional s'améliore.

Produit 1.1 Confiance accrue des ex-combattants dans le processus DDR

Produit 1.2 La libre circulation des armes légères et de petits calibres est réduite au Nord et au Sud Kivu

2. La sécurité des civils (hommes et femmes) est accrue autour des CTAs et dans les zones

Produit 2.1 Amélioration de la perception du risque de sécurité par les communautés

Produit 2.2 Risque réduit de désertion des ex-combattants

**b) Budget :**

Le montant alloué à ce projet qui consiste en l'approvisionnement des CTAs en tentes et denrées alimentaires est de 483.600US\$ (net) répartis en deux rubriques :

- achat et mise en place de quatre-vingt-quinze (95) tentes de 20 places nouvelle génération pour une valeur de 380.000 US\$ et ;
- achat et mise en place de denrées alimentaires pour une valeur de 103.600 US\$.

Ce renforcement du soutien logistique permettra d'accroître la capacité globale d'hébergement dans les CTAs de 1.900 et de nourrir 1.700 ex-combattants pendant 60 jours. Il faut bien souligner que ce soutien vient en sus de celui déjà fourni par le Gouvernement et qui s'avère largement insuffisant. Ce constat a été fait lors d'une mission conjointe MONUSCO, représentants de certaines missions diplomatiques en RD Congo et Gouvernement effectuée au mois d'Avril 2014

Il convient de souligner que les enfants soldats sont séparés des ex-combattants au niveau des centres de regroupement avant le transfert vers les CTAs et pris en charge par la section Protection de l'Enfance de la MONUSCO. Les dépendants des ex-combattants ne sont pas pris en compte par les opérations pré-DDR III et ne sont acceptés ni dans les centres de regroupement ni dans les CTAs.

La Section DDR/RR aura pour partenaire d'exécution la MONUSCO qui se chargera tous les autres coûts du projet, y compris l'achat, le transport et distribution/la mise en place des matériels et des produits demandés, suivant ses procédures internes en vigueur. La MONUSCO se chargera aussi des coûts de sécurité et de suivi/évaluation de ce projet. Les charges administratives de DPKO s'élèvent à 33.852US\$, soit 7 % du budget total alloué au projet.

**Tableau 2 : Budget de l'activité du projet**

En raison de la nature du projet qui consiste essentiellement à l'achat et la mise en place de tentes ainsi que de denrées alimentaires, il est difficile de détailler le budget suivant les rubriques du tableau 2. C'est pourquoi la totalité du budget est inscrite sous la rubrique produit 2.2.



Résultat 1 – Le processus de paix est soutenu et la situation politico-sécuritaire aux niveaux national et régional s'améliore				
Numéro du produit	Nom du produit/ activité	Budget du produit/ activité par Entité bénéficiaire de l'ONU	Catégorie de dépense de l'ONU (voir tableau suivant pour les catégories)	Commentaires (par exemple sur les types de produit ou la justification du budget)
Produit 1.1	Confiance accrue des ex-combattants dans le processus DDR	0		Ce produit est une conséquence de bonnes conditions de prise en charge des ex-combattants pendant les opérations pré-DDR III
Produit 1.2	La libre circulation des armes légères et de petits calibres est réduite au Nord et au Sud Kivu	0		Les armes rendus par les ex-combattants dans le cadre du pré-DDR III par les FARDC sont destinés à la destruction
Résultat 2 : La sécurité des civils (hommes et femmes) est accrue autour des CTAs et dans les zones				
Produit 2.1	Amélioration de la perception du risque de sécurité par les communautés	0		
Produit 2.2	Risque réduit de désertion des ex-combattants	483.600 US\$	2 et 3	95 tentes pour une valeur de 380.000 US\$ et des denrées alimentaires pour 103.600 US\$ permettront de soutenir 1700 ex-combattants pendant 60 jours.

Tableau 3 : Budget du projet par catégories de dépense de l'ONU

BUDGET D'UN PROJET DU FONDS		
Catégorie de dépense	Montant de l'entité bénéficiaire	TOTAL
1. Personnel et autres employés	0	0
2. Fournitures, produits de base, matériels	103.600 US\$	103.600 US\$
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	380.000 US\$	380.000 US\$
4. Services contractuels	0	0
5. Frais de déplacement	0	0
6. Transferts et subventions aux homologues	0	0
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>483.600 US\$</b>	<b>483.600 US\$</b>
8. Coûts indirects*	33.852 US\$	33.852 US\$
<b>TOTAL</b>	<b>517.452 US\$</b>	<b>517.452 US\$</b>

\* Le taux ne doit pas dépasser 7% du total des catégories de dépense 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémoire d'accord du Fonds et doit suivre les règles et procédures de chaque entité bénéficiaire. Il faut noter que les coûts générés par l'entité et directement liés à la mise en œuvre du projet doivent être alloués aux lignes de budget correspondantes conformément aux règles et procédures de l'entité en question.

e) Capacité des entités de l'ONU bénéficiaires et partenaires d'exécution :

La MONUSCO dispose de l'expérience, de l'expertise et des capacités requises pour réaliser et mettre en place dans les CTAs les équipements et denrées alimentaire à travers sa division Soutien à la Mission, dans un délai raisonnablement court.

Le choix de la MONSUCO s'explique par le fait que l'exécution du projet par tout autre partenaire requiert la prise en compte de coûts indirects pouvant aller jusqu'à 27% du total des catégories de dépense, réduisant ainsi l'impact du projet.

	ENTITÉ 1 : NOM?	Principale source de financement (gouvernement, donateur, etc.)	Budget annuel ordinaire en dollars US	Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)
Année financière précédente				
Année financière en cours				

### III. Gestion et coordination

#### a) Gestion du projet :

La division Soutien de la Mission de la MONSUCO administrera le projet, en étroite collaboration avec l'Unité de Soutien à la Stabilisation et la section DDR/RR MONUSCO, suivant les procédures financières et administratives en vigueur à la MONUSCO.

#### b) Gestion des risques :

Tableau 5 – Matrice de gestion des risques

Risques	Probabilité (haute, moyenne, faible)	Gravité de l'impact sur le projet (haut, moyen, faible)	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Retard excessif dans la mise en œuvre du PNDDR III	Moyenne	Moyenne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintenir une liaison étroite avec le Gouvernement de la RDC afin d'anticiper sur les besoins logistiques et s'assurer de leur prise en compte par ce dernier</li> <li>- Continuer à renforcer le soutien logistique au pré-DDR III avec le budget de DDR/RR MONUSCO à partir de Juillet 2014</li> <li>- Intensifier le lobbying auprès des bailleurs</li> </ul>
Retard dans la procédure d'achat des tentes et denrées alimentaires de la MONUSCO	Moyenne	Haut	<ul style="list-style-type: none"> <li>- DDR/RR MONUSCO désigne un point focal pour assurer un suivi quotidien auprès de la Division Soutien de la Mission</li> <li>- Directeur DDR/RR MONUSCO sensibilise le SRSG et ses adjoints ainsi que le DMS sur le caractère urgent du renforcement du soutien logistique des CTAs en vue de faciliter le transfert et l'exécution des fonds dans les délais les</li> </ul>

			plus courts.
Le soutien de la Communauté internationale au PNDDR III ne se matérialise pas	Bas	Haut	Renforcer le lobbying auprès de la Communauté internationale et du Gouvernement à travers le Groupe de Travail DDR/Stabilisation et le forum des Ambassadeurs DESS

**c) Suivi et évaluation :**

Les indicateurs du cadre logique des résultats sont alignés sur le cadre logique de l'ISSSS.

DDR/RR MONUSCO désignera un Coordonnateur pour le projet qui dirigera une équipe de gestion composé d'un représentant de l'Unité de Soutien à la Stabilisation (SSU), un représentant du Coordonnateur des Opérations pré-DDR III (Gouvernement RDC) et un représentant du Directeur du Soutien de la Mission (DMS MONUSCO)

Le Coordonnateur du projet est chargé de la surveillance administrative et de l'évaluation du projet.

Il s'assurera que la surveillance et l'évaluation (Monitoring and Evaluation, M&E) du projet réponde aux exigences du PBSO telles que définies dans le cadre logique de l'ISSSS révisé, y compris les rapports semestriels/ et fin de projet.

Il fera effectuer au moins 4 visites conjointes des CTAs par mois pendant toute la durée du projet. Ces visites ont pour objectif principal de recueillir les données permettant l'évaluation du projet. Il produira un rapport faisant l'état d'avancement du projet après chacune de ces visites, en plus du rapport intermédiaire à mi-parcours. Ces visites seront effectuées dans le cadre des activités du DDR MONUSCO.

La MONUSCO DDR produira un rapport de fin d'exécution du projet suivi le canevas PBSO en vigueur comprenant des informations indiquant comment le projet aura contribué à faciliter le démarrage du PNDDR III.

**d) Dispositions administratives (paragraphe normalisé – ne pas supprimer)**

Le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (MPTF) du PNUD fait office d'Agent administratif (AA) du Fonds pour la consolidation de la paix, et est chargé, à ce titre, de recevoir les contributions des donateurs, d'assurer les transferts de fonds des entités des Nations Unies bénéficiaires, ainsi que de la consolidation des rapports narratifs et financiers et de la présentation de l'ensemble aux donateurs liés au PBSO et au Fonds. En tant qu'Agent administratif, le MPTF transfère les fonds aux entités des Nations Unies bénéficiaires sur la base du Mémoire d'accord signé par chaque entité et par le MPTF.

**Fonctions de l'Agent administratif**

Au nom des organisations participantes, et conformément au « Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds » (2008)<sup>3</sup> (Protocole relatif à l'Agent administratif des Fonds d'affectation spéciale pluridonateurs et des Programmes conjoints, et du Fonds du programme des Nations Unies « Unis dans l'action ») – protocole approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) - le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires doit, en tant qu'Agent administratif du Fonds :

<sup>3</sup> Disponible à l'adresse suivante : <http://www.undg.org/docs/9885/Protocol-on-the-role-of-the-AA,-10.30.2008.doc>

- Débourser des fonds à l'intention de chaque entité des Nations Unies bénéficiaire, conformément aux instructions du PBSO. En principe, l'Agent administratif procède à chaque versement dans un délai de 3 à 5 jours ouvrables après avoir reçu les instructions du PBSO, ainsi que le Formulaire de demande pertinent et le Descriptif de projet signé par tous les participants concernés;
- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finals), sur la base des demandes soumises à l'Agent administratif par les entités des Nations Unies bénéficiaires, et fournir aux donateurs et au PBSO les rapports d'activité consolidés;
- Procéder, dans le cadre du système du MPTF, à la clôture opérationnelle et financière du projet, une fois celui-ci déclaré officiellement achevé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire concernée (en joignant également le rapport narratif final, l'état financier final certifié et le document spécifiant le remboursement du solde);

Débourser des fonds à l'intention de toute entité des Nations Unies bénéficiaire, afin de couvrir tout coût supplémentaire décidé par le PBSO, conformément au statut et aux règles du Fonds.

#### **Responsabilité, transparence et rapports des entités des Nations Unies bénéficiaires**

Les entités des Nations Unies bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son propre statut, ses propres règles, directives et procédures.

Chacune de ces entités tiendra un « grand livre » faisant état de la réception et de la gestion des fonds qui lui auront été versés par l'Agent administratif sur le budget du Fonds. Ce grand livre, autonome pour chaque entité, sera géré par l'entité en question conformément à ses règles, directives et procédures (y compris les règles régissant les intérêts). Chaque « grand livre » autonome sera soumis exclusivement aux procédures d'audit internes et externes établies dans le cadre du statut, des règles, des directives et procédures applicables à l'entité des Nations Unies concernée.

Chaque entité des Nations Unies bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Des rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juillet;
- Des rapports d'activité narratifs annuels, à soumettre dans un délai de 3 mois après la fin de l'année civile (31 mars);
- Des états financiers annuels en date du 31 décembre et concernant les fonds versés à l'entité en question par le Fonds, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril);
- Des rapports narratifs finals, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 4 mois (30 avril), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question. Le rapport final contiendra un résumé des réalisations et résultats en regard des buts et objectifs du Fonds;
- Des états financiers finals et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera envoyée à ce sujet au Bureau du MPTF, dans un délai de 6 mois (30 juin) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

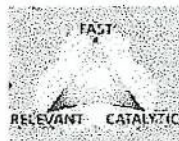
**Propriété du matériel, des fournitures et autres biens**

La propriété du matériel, des fournitures et autres biens financés sur le budget du Fonds sera assumée par l'entité des Nations Unies bénéficiaire et responsable des activités. Les questions de transfert de propriété demandé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures de l'entité en question.

**Information du public**

Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du Fonds sur le site Internet de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

**Annexe A : Résumé de projet (à fournir au Bureau du MPTF sous format Word)**



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX  
RÉSUMÉ DE PROJET**

<b>Numéro et intitulé du projet :</b>	Renforcement de l'appui logistique aux opérations pré-DDR III en RD Congo	
<b>Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s) :</b>	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO)	
<b>Partenaire(s) d'exécution :</b>	Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières	
<b>Site :</b>	Centres de triage de Kitona (Bas-Congo) Kotakoli (Equateur) et Kamina (Katanga)	
<b>Budget approuvé du projet :</b>	517.452 US\$	
<b>Durée du projet :</b>	<b>Date de démarrage prévue : 1<sup>er</sup> Juin 2014</b>	<b>Date d'achèvement prévue : 31 Décembre 2014</b>
<b>Domaine de priorité du Fonds :</b>	1.3	
<b>Résultats du projet :</b>	1. Le processus de paix est soutenu et la situation politico-sécuritaire aux niveaux national et régional s'améliore. 2. La sécurité des civils (hommes et femmes) est accrue autour des CTAs et dans les zones	
<b>Activités principales du projet :</b>	L'achat et la mise en place de tentes et denrées alimentaires dans les CTAs de Kamina, Kitona et Kotakoli	

## Annexe B – Cadre de résultats du projet

Annexe B – Cadre de résultats du projet PRF							
Nom du pays : République Démocratique du Congo							
Dates du projet : 1 <sup>er</sup> Juin au 31 Décembre 2014							
Théorie de changement en bref :							
<p>Si les conditions de vie décentes sont assurées dans les CTAs <i>Alors</i> le risque que les ex-combattants désertent et reprennent leur violent mode de vie antérieur sera réduit et l'incitation pour que les autres combattants s'engagent dans le processus DDR sera accrue.</p> <p>Si le soutien logistique des ex-combattants dans les CTAs est renforcé <i>Alors</i> le risque que les combattants démobilisés s'adonnent à des actes de violence contre les communautés autour des CTAs sera réduit, la perception de sécurité de ces communautés accrue et les autres combattants seront plus enclins à démobiliser</p> <p>Si la collecte et l'enregistrement des armes et munitions en vue de leur destruction est facilitée <i>Alors</i> la libre circulation des armes légères et de petits calibres à l'Est du Congo sera réduite.</p>							
Objectif	Produits	Indicateurs	Méthode de vérification	Années	2014	2015	2016
Description du résultat 1 : Le processus de paix est soutenu et la situation politico-sécuritaire aux niveaux national et régional s'améliore	Indicateur de résultat 1 a	Pourcentage de la population dans les zones prioritaires de stabilisation qui pense que l'Est du Congo est en voie d'être stabilisé	Humanitarian Harvard Initiative (HHI) et Groupes de discussion	X	X		
	Produit 1.1 Confiance accrue des ex-combattants dans le processus DDR	Niveau de référence : Cible : To be defined at start of project Indicateur de résultat 1.1.1 Nombre d'ex-combattants qui sont enregistrés et traités au niveau des CTAs	Registres des CTAs				



	<p>Produit 1.2 La libre circulation des armes légères et de petits calibres est réduite au Nord et au Sud Kivu</p>	<p>Niveau de référence : 3.500 Cible: 5.000</p> <p>Indicateur de résultat 1.2.1</p> <p>Quantité d'armes rendues par les ex-combattants</p> <p>Niveau de référence : 1 combattant / 1 arme Cible : 50% du nombre d'ex-combattant</p>	<p>Données MONUSCO et Gouvernement RD Congo</p>	
<p>Description du résultat 2 : La sécurité des civils (hommes et femmes) est accrue autour des CTAs et dans les zones</p>	<p>Produit 2.1 Amélioration de la perception du risque de sécurité par les communautés</p>	<p>Indicateur de résultat 2 a</p> <p>Nombre d'incidents violents autour des CTAs</p> <p>Niveau de référence :</p> <p>Cible : To be defined at start of project</p>	<p>Rapports d'incidents de la MONUSCO</p>	
	<p>Produit 2.1 Amélioration de la perception du risque de sécurité par les communautés</p>	<p>Indicateur de résultat 2.1.1</p> <p>Niveau de sécurité perçu par les populations autour des CTAs</p> <p>Niveau de référence :</p> <p>Cible : To be defined at start of project</p>	<p>Humanitarian Harvard Initiative (HHI) Groupes de discussion sur la sécurité Sondages rapides sur l'impact de la perception du risque sécurité par CAS MONUSCO</p>	
		<p>Indicateur de résultat 2.1.2</p> <p>Perception du risque de violence par les hommes et les femmes dans les zones autour</p>	<p>Groupe de discussion sur la perception de la sécurité</p>	

